

du globe. Les Canadiens témoignent d'une grande loyauté et d'une foi durable envers le Commonwealth.

Nous, Canadiens, sommes fiers que du point de vue numérique, le Commonwealth comprend surtout des peuples d'Asie et d'Afrique, qui sont récemment parvenus, ou en ce qui concerne plus particulièrement l'Afrique, sont sur le point de se donner un gouvernement entièrement autonome. Nous sommes heureux que ces peuples partagent avec nous un héritage d'institutions libres et nous désirons ardemment leur aider à mettre en valeur leurs ressources matérielles et à devenir des démocraties. Nous nous félicitons du fait que notre confiance et notre compréhension ont établi entre eux et nous un pont que maintiennent les liens du Commonwealth. Aussi espérons-nous que ces peuples continueront à rester dans le Commonwealth. Nous, Canadiens, serons sûrement les derniers à oublier notre héritage commun. Cependant, si nous sommes attachés à cet héritage commun, ce n'est pas pour des motifs de gains matériels, mais plutôt afin de faire régner une meilleure compréhension entre tous les peuples de la terre.

Nous croyons qu'il y a moyen d'amener une meilleure compréhension en fournissant à ces peuples nouvellement admis au sein du Commonwealth l'instruction et la formation technique et en examinant leurs problèmes avec sympathie, car ils n'ont pas joui des mêmes avantages que nous. Ce sont des peuples qui pendant tous les siècles de leur histoire n'ont connu qu'une forme d'administration tribale étrangère aux principes démocratiques. Il faut leur aider et leur apprendre des choses. Il faut fournir surtout aux nouvelles nations africaines qui appartiennent au Commonwealth une aide au chapitre de l'éducation et de la formation technique. Le Canada, j'en suis convaincu, est disposé à faire sa part dans ce domaine.

Quant aux affaires mondiales et à la paix, nous n'avons pas le temps d'étudier ces grands problèmes qui préoccupent les hommes d'État et troublent la paix dans le monde. Partout, les gens vivent dans l'espoir qu'on réussira à atteindre le but ultime: le désarmement général et total, sous une surveillance internationale efficace. Aucun pays ne travaille plus fermement que le Canada en vue d'atteindre cet objectif. Aucun représentant à l'Assemblée des Nations Unies n'accorde plus d'attention pratique à cette question que notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Howard Green, conseillé et aidé par le premier ministre de notre pays. Je tiens à profiter de l'occasion pour leur dire jusqu'à quel point nous, comme tous les Canadiens, j'en suis sûr, apprécions leurs efforts et leur apport précieux en vue d'établir une paix véritable

et durable. Cela semble presque impossible, mais tous les gens raisonnables et sensés se rendent compte qu'il faut y arriver si la civilisation doit survivre. Dans l'intervalle, et jusqu'à ce que cet objectif soit atteint, les pays libres doivent continuer à faire tout en leur pouvoir en vue d'empêcher la guerre. Telle est, et telle a été, la ligne de conduite du gouvernement du Canada et, le 4 août dernier à l'autre endroit, le général Pearkes l'a énoncée très clairement, ainsi qu'en fait foi la page 7874 du *hansard* de la Chambre des communes. Il a dit:

Le premier, la dissuasion, est imposé par les conséquences d'une guerre où l'on ferait usage d'armes nucléaires, conséquences si terribles que nous ne devons rien épargner pour prévenir une telle guerre. Nos engagements, qu'ils soient envers l'OTAN, envers la défense de ce continent ou envers les Nations Unies, nous les avons, dans chaque cas, contractés en considérant comme chose établie qu'ils contribueront tous à décourager la volonté d'agression.

Le deuxième principe dont j'ai parlé vise les mesures de sécurité collective. A cause de la complexité de la guerre moderne et du coût élevé des nouvelles armes, les pays sont dans l'impossibilité de maintenir à eux seuls des moyens de défense suffisants. C'est cette conviction qui a poussé le Canada à s'unir avec d'autres pays dans des alliances de défense collective, telles que l'OTAN et le NORAD, et d'autres nations qui apportent ainsi une contribution aux forces de réserve pacifiques des Nations Unies.

Le dernier point de vue que j'ai signalé c'est que, si l'on veut que la discussion réussisse, si l'on veut que les forces collectives de l'Ouest accomplissent un travail efficace, il faut des forces sur pied. Nous n'aurons pas le temps d'organiser une mobilisation générale comme cela s'est fait dans le passé, comme on a pu le faire après le début des hostilités lors de la première guerre mondiale. Incidemment, il est à noter que, aujourd'hui, 4 août, marque l'anniversaire de la première guerre mondiale. Nous n'aurions pas le temps de regrouper ou de renforcer nos éléments de campagne. Nous devons avoir des forces régulières bien aguerries et bien équipées afin de garantir que le principe de la prévention l'emportera.

Honorables collègues, on peut dire qu'il s'agit là de notre ligne de conduite en ce qui concerne la situation dans le monde. En premier lieu, tendre de toutes ses forces à obtenir le désarmement. Dans l'intervalle, de